

## Contribution

### INTERNET AU SÉNÉGAL :

### LES USAGES PAR LES FEMMES SONT-ILS POLITIQUES ?

Joelle Palmieri - [joelle.palmieri@scpobdx.fr](mailto:joelle.palmieri@scpobdx.fr)

43470 signes

<b>Introduction</b>	<b>2</b>
<b>Eléments méthodologiques</b>	<b>3</b>
<b>Une implantation historique, économique et géopolitique genrée</b>	<b>4</b>
Un engagement précoce au Nord	4
Des TIC inégalitaires	6
Des frontières numériques sexuées	8
Une Société de l'information aveugle au genre	9
<b>Réinterroger le politique et le genre</b>	<b>11</b>
<b>Des enjeux de communication et d'information mal connus</b>	<b>12</b>
Des usages <i>marketing</i> de l'Internet	14
Une communication classique	15
<b>Le paradoxe des financements</b>	<b>15</b>
<b>Prémices d'usages Internet pouvant avoir des impacts politiques</b>	<b>17</b>
<b>Conclusion</b>	<b>17</b>
<b>Eléments bibliographiques</b>	<b>18</b>

## Introduction

Partout dans le monde, des initiatives alliant utilisation des TIC<sup>1</sup>, en particulier de l'Internet et de la téléphonie mobile, et dénonciation des inégalités entre les hommes et les femmes, ou inégalités de genre, voient le jour<sup>2</sup>, appuyées plus récemment par l'émergence simultanée de plusieurs mouvements dans les sphères informatique et cyber, qui s'expriment pour leur grande majorité au Nord, ceux du *libre*, des réseaux sociaux<sup>3</sup>, du *Web2.0*, des *blogs*...<sup>4</sup> La question est de savoir si ces initiatives existent au Sénégal, au Sud, et dans quelle mesure elles relèvent ou non d'un objectif visant globalement l'élimination de toute forme de discrimination, dénonçant toute domination et explorant un champ des possibles et de transformation sociale. Dans le prolongement de ce questionnement, il s'agit de mesurer en quoi le concept de genre, tel qu'il est étudié en Afrique, notamment francophone, peut être infléchi par une réflexion utilisant le prisme de l'analyse de la Société de l'information.

Les questions de départ sont les suivantes : comment une technologie nouvelle reproduit-elle, subvertit-elle, déplace-t-elle, consolide-t-elle, ou atténue-t-elle les dominations masculine et Nord/Sud ? En particulier, les initiatives des Sénégalaises organisées portant sur l'information et la communication, et plus précisément sur l'Internet, se situent-elles, ou non, au cœur de la transformation ou de la continuité ? ou bien encore, restent-elles sans effet ? Participent-elles d'une réflexion critique de la Société de l'information ? Contribuent-elles à la mise en lumière des initiatives de femmes ou féministes et en quoi cela a-t-il un impact politique ?

---

<sup>1</sup> Technologies de l'Information et de la Communication, ensemble d'infrastructures et d'outils, qui portent une nouvelle société, baptisée par les organisations internationales « *Société de l'information* ». Voir les fondements du Sommet mondial de la société de l'information, Union internationale des télécommunications (UIT) - <http://www.itu.int/wsis/basic/about-fr.html>, CURIEN Nicolas, MUET Pierre-Alain, *La société de l'information*, La Documentation française, Paris (2004), 310 p. et NEVEU Eric, *Une Société de communication*, Edts Montchrestien, Clefs, Sciences Humaines (2006)

<sup>2</sup> Voir notamment les travaux de Regentic (<http://www.famafrique.org/regentic/accueil.html>), Femnet (<http://www.femnet.or.ke/>) et Women's Net (<http://www.womensnet.org.za/>).

<sup>3</sup> MERCKLE Pierre, *Sociologie des réseaux sociaux*, La Découverte, coll. "Repères" (2004)

<sup>4</sup> Voir notamment HARALANOVA Christina et PALMIERI Joelle, *Strategic ICT for Empowerment of women, WITT Training Toolkit*, Women Information Technology Transfer, Bulgarie/Pays-Bas, (fév. 2008), et LE CROSNIER Hervé, *Leçons d'émancipation : l'exemple du mouvement des logiciels libres*, Attac (2009) - <http://www.france.attac.org/spip.php?article9864>

## *Éléments méthodologiques*

Les hypothèses et résultats présentés ici émanent d'une observation participante et d'entretiens réalisés en janvier 2009 à Dakar auprès d'organisations de femmes et/ou féministes, d'instituts de recherche travaillant sur le genre, ayant accès à l'Internet<sup>5</sup>, ayant ou non des supports Internet, mais aussi d'organisations centrées sur la création numérique ou l'utilisation du Web2.0, ou encore d'une institution internationale, mais ne travaillant pas sur le genre. Les groupes de personnes interrogées ont été sélectionnés afin de diversifier la population interrogée : des femmes, des hommes, des Noirs, des Blancs, des jeunes et moins jeunes, des militants et non militants, des engagés dans les questions de discrimination à l'égard des femmes ou d'égalité de genre ou de féminisme, et/ou de Société de l'information, de l'usage citoyen des TIC.

Les organisations interrogées utilisent généralement l'Internet pour communiquer entre elles, alimenter des réseaux ou garder *mémoire* de leurs initiatives par le biais de sites Web, organisés en bibliothèque d'informations ou en *vitrine*. Pour les organisations de femmes, féministes ou travaillant sur le genre, les supports Internet s'adressent généralement à des femmes, en milieu urbain (rarement rural), avec lesquelles des protocoles spécifiques de communication sont créés sans pour autant qu'ils aient fait l'objet d'une réflexion approfondie. Les sujets des interventions peuvent porter tant sur l'utilisation des TIC afin de sensibiliser un public jeune pour l'abandon de l'excision, comme sur le renforcement des moyens d'éducation, ou encore sur la compilation de récits de femmes, dans différentes langues locales, sur les effets de la pauvreté sur la vie des femmes, des violences, des droits, ou bien la diffusion de paroles de chansons de rap, dit féministe, ... ou encore sur la simple diffusion des coordonnées et/ou des rapports d'activité annuels des organisations.

Le pays a été choisi pour sa situation géographique – il est au *Sud* – et parce qu'il incarne une forme de *déliquescence économique, formelle ou informelle*, après avoir connu une période post-coloniale<sup>6</sup> florissante. Il est la cible de financements occidentaux promouvant l'égalité de genre et en particulier en matière de *lutte contre la fracture numérique de genre*, considérée comme le pilier de ses « *nécessaires démocratisation et développement* ».

Par ailleurs, le Sénégal représente un terrain privilégié de recherche. Il expose un terrain naissant d'innovation sociale, économique et politique et des obstacles endogènes (qui peuvent être étendus à toute l'Afrique) :

---

<sup>5</sup> Le Sénégal présente l'intérêt de fournir un accès ADSL en Afrique, ce qui est rare sur le continent.

<sup>6</sup> A caractériser.

- une méconnaissance générale des besoins des utilisateurs et acteurs en matière de communication et d'information,
- la difficile mobilisation des organisations de femmes sur la question des impacts de l'information et la communication, et en particulier de l'Internet, sur leurs vies,
- la mystification de l'outil, principalement pour les femmes isolées ou les moins jeunes,
- la tendance à la consommation plutôt qu'à la production,
- la multiplicité des langues locales et leur délicate gestion,
- le fort taux d'illettrisme des filles,
- l'accès difficile et/ou cher aux TIC,
- une télédensité importante, non régulée<sup>7</sup>, sur un continent où cette télédensité est la plus faible au monde, et un marché de la téléphonie mobile en expansion la plus rapide,
- les problèmes d'infrastructure, notamment de transport, et donc la faible possibilité de se rencontrer en présentiel,
- le manque de moyens financiers et leurs poids dans la réalisation.

## *Une implantation historique, économique et géopolitique genrée*

### **Un engagement précoce au Nord**

Des militantes des droits des femmes ou féministes ont commencé à utiliser l'Internet, il y a moins de quinze ans. Très majoritairement au Nord, elles ont très vite croisé les regards des latino-Américaines<sup>8</sup> et des Asiatiques, et de façon extrêmement partielle ou dispersée, celui des Africaines ou des Européennes de l'Est. C'est encore le cas aujourd'hui. Depuis les années 90, elles ont construit, sans doute à leur insu, un comportement individuel relevant de la *dépendance* voire de *l'addiction*, qui leur permet d'être *en connexion* partout dans le monde, ou de faire de ce réseau mondial un outil de *création numérique*<sup>9</sup>. La plupart de ces militantes *virtuelles* de la première heure ont toujours considéré les TIC comme un prolongement de leur engagement, et en particulier celui pour la liberté, la démocratie,

---

<sup>7</sup> Voir à ce propos les travaux de Olivier Sagna, enseignant des sciences de l'information à l'Ebad et secrétaire général de Osiris (Observatoire sur les systèmes d'information, les réseaux et les inforoutes au Sénégal).

<sup>8</sup> Voir LEON Irene, *Género en la revolución comunicacional*, ALAI, América Latina en Movimiento (2005) - <http://alainet.org/active/19633&lang=es>

<sup>9</sup> HAWTHORNE Susan & Klein, Renate. (Eds.), *CyberFeminism: Connectivity, Critique and Creativity*. North Melbourne, Australia: Spinifex Press (1999) et PLANT Sadie, *Feminisations: Reflections on Women and Virtual Reality*, in Lynn Hershman Leeson, Ed. *Clicking In*, Bay Press, (1996), p. 37.

l'indispensable égalité hommes/femmes, dite égalité de genre ou encore le féminisme. Elles ont toujours estimé que l'informatique, le téléphone mobile ou l'Internet allait leur permettre d'aller plus loin sur ce chemin de transformation sociale. Aussi, très vite, elles ont interrogé d'un point de vue *politique* cette nouvelle ère, nommée un peu plus tard Société de l'information (SI). Comme dans la vie non virtuelle, ce nouvel espace allait-il renforcer les discriminations, creuser les écarts, renforcer les frontières, multiplier les formes de domination ou au contraire étendre les approches stratégiques d'abandon du patriarcat, de luttes contre la domination Nord/Sud, sous toutes leurs manifestations ? Allait-il permettre de valoriser des alternatives, et en particulier celles de femmes qui se battent contre les violences, les inégalités économiques, politiques, sociales et culturelles, partout dans le monde ?

Durant ces mêmes années, les acteurs et actrices les plus fervents des usages citoyens des TIC mais aussi des militantes de l'égalité de genre se sont côtoyés. Quelques années plus tard, dès le début des années 2000, cette frénésie est largement retombée<sup>10</sup>. Aussi allons-nous essayer d'analyser quelques hypothèses sur ces symptômes. Plusieurs expériences déjà observées sous ce prisme, notamment en Europe de l'Est et Centrale ou en Iran, et plus récemment en Afrique du Sud et au Sénégal, ont fait émerger des questions<sup>11</sup> et mis en évidence des zones de flou à interroger y compris au Sénégal :

- les TIC véhiculent des inégalités, dépolitisent les enjeux de genre et réduisent les femmes à l'état de consommatrices,
- les mouvements de femmes et féministes ont une très faible conscience politique des impacts de la Société de l'information, en général, et sur leurs propres actions,
- les organisations de terrain ou/et de recherche sur le genre et/ou sur les luttes des femmes et féministes opèrent une *dichotomie politique* entre *leurs actions* et la *stratégie de communication* de leurs résultats (objectifs, ciblage, usages, messages, supports, diffusion) et se limitent à une vision et à un rayonnement nationaux,
- les financements et le contrôle qu'ils induisent jouent un rôle intrusif sur ceux qui pourraient être considérés a priori par les bailleurs de fonds comme des « *bénéficiaires en demande* », ce qu'ils ne sont pas uniquement,
- des cadres existants, de pratique et de réflexion, restent à capitaliser afin d'envisager ces TIC comme d'éventuels moyens de résistance et de subversion et pas seulement des outils et techniques.

---

<sup>10</sup> PALMIERI Joelle, *Tics, genre : même combat !*, Les Pénélopes (2004) - [http://www.penelopes.org/xarticle.php3?id\\_article=5364](http://www.penelopes.org/xarticle.php3?id_article=5364)

<sup>11</sup> Voir plus haut, la relation des obstacles endogènes.

## Des TIC inégalitaires

Loin d'être de simples outils de communication, les TIC incarnent des stratégies au service d'une économie mondialisée, qui cherche à accélérer les processus d'échange, de savoirs comme de vente de matières premières, de titres financiers, ou de corps. Rappelons que ce secteur économique occupe le 2<sup>e</sup> rang après celui de l'armement<sup>12</sup>. Les TIC n'ont pas été créées dans un but social ou philanthropique. Aussi, il n'est pas étonnant d'y retrouver les inégalités existantes dans la vie *réelle*. Notamment, il n'existe pas d'égalité dans ses accès<sup>13</sup>. Les femmes sont très peu présentes dans le cyberspace ou de façon marginale. Elles sont par ailleurs globalement invisibles dans la plupart des débats qui traversent la question de leur appropriation citoyenne<sup>14</sup>.

Les raisons principalement évoquées pour expliquer cette situation convergent en Afrique vers la pauvreté<sup>15</sup>. Mais nous émettons l'hypothèse que les racines du problème sont plus profondes. Tout d'abord, posons-nous les questions suivantes : en quoi les femmes constituent-elles une cible à part entière et en quoi cette cible est-elle particulièrement au cœur d'enjeux sociaux, économiques, politiques, culturels ? Si les femmes représentent un public en tant que tel, pour qui l'est-il ? Dans quels buts ?

En effet, nous pouvons observer que les femmes constituent un groupe social bien ciblé<sup>16</sup>. Aussi

---

<sup>12</sup> Voir CASTILLO Jasen, TELLIS Ashley J., LOWELL Julia, CENTER Arroyo, Rand Corporation, MUNOZ Jorge, ZYCHER Benjamin, *Military expenditures and economic growth*, Edts Rand (2001), 116 p. et SCHILLER Dan, *Digital Capitalism: Networking the Global Market System*, The MIT Press (1999)

<sup>13</sup> Selon Internet World Stats, il n'existe pas de statistiques désagrégées par sexe concernant les utilisateurs d'Internet en Afrique. Mais le taux d'accès africain global est de 5,6% (Internet World Stats, 2008 - <http://www.internetworldstats.com/stats.htm>). Concernant la pénétration de la téléphonie mobile, l'Africa Telcom News l'évalue à 30,4% et estime qu'elle croît très rapidement ([http://www.africantelecomsnews.com/Factbook\\_form.html](http://www.africantelecomsnews.com/Factbook_form.html)). Selon une étude menée en 2004 de la Commission pour l'Afrique, la téléphonie mobile semble « être un outil neutre au genre » ([http://www.commissionforafrica.org/english/report/background/scott\\_et\\_al\\_background.pdf](http://www.commissionforafrica.org/english/report/background/scott_et_al_background.pdf)).

<sup>14</sup> REAGAN Shade Leslie, *Gender & Community in the Social Construction of the Internet*, New York: Peter Lang (2002)

<sup>15</sup> Selon la Commission des Nations Unies pour l'Afrique, « alors que le nombre de gens vivant dans la pauvreté a baissé dans toutes les régions développées du monde de 1990 à 2000, il augmente actuellement en Afrique, dépassant les 82 millions de personnes. Les Africaines constituent la majorité des pauvres, à la fois en milieu urbain et rural, dépassant les 70% dans certains pays ». Seventh African Regional Conference on Women (Beijing + 10) - Decade Review of the Implementation of the Dakar and Beijing Platforms for Action: Outcome and the Way Forward, Addis Ababa (12-14 October 2004) - <http://www.uneca.org/acgs/OutcomeBeijing.pdf>

<sup>16</sup> Lors d'une intervention au Sommet mondial de la société de l'information à Genève, le 10 décembre 2003, Kofi Annan, ex-Secrétaire général des Nations Unies, déclarait « En fait, la fracture numérique est une fracture multiple. La fracture est technique, étant donné les écarts dans le développement des infrastructures. Elle existe au niveau du contenu, car une bonne partie de l'information charriée par l'Internet est très éloignée des besoins des populations. Et comme près de 70% des sites Web utilisent l'Anglais, la voix et le point de vue des collectivités locales risquent d'être étouffés. La fracture existe aussi entre les sexes, les femmes et les filles ayant moins accès aux technologies de l'information que les hommes et les garçons, et ce dans des pays riches comme dans des pays pauvres. En fait, certains pays en développement offrent même aux femmes plus de perspectives dans ce domaine que certains pays

il semble pertinent de se demander si les femmes ne sont pas exclusivement vouées à nourrir le marché international du travail à bon marché<sup>17</sup>, pour organiser la croissance économique<sup>18</sup>. Elles sont propulsées en tête des consommateurs, pour assurer le relais auprès des générations à venir (en tant que détentrices du rôle de responsables de l'éducation<sup>19</sup>), pour nourrir le marché de la pornographie et de la prostitution<sup>20</sup>, plutôt que pour innover en matière de gouvernance et de démocratie.

En effet, des femmes assument chaque jour et différemment selon les régions, et en particulier au Sénégal, la responsabilité du rôle de re-production, des forces de travail, de la Nation, de la mère-patrie<sup>21</sup>, au même titre que leur rôle de production, en travaillant dans les centres d'appel, en télétravail<sup>22</sup>, etc. En sont-elles complices ou rebelles ? Victimes ou actrices ? Objets ou sujets ? Consommatrices ou productrices d'informations ? Sont-elles délibérément écartées par un système qui veille à les garder sous contrôle, sans expression libre ou ne la souhaitent-elles pas ? Depuis une dizaine d'années pendant lesquelles la question du nécessaire accès des femmes aux TIC est étudiée, force est de constater que les impacts de cette Société de l'information se mesurent davantage à l'augmentation globale du nombre de femmes qui utilisent l'Internet pour travailler, faire des affaires, éventuellement trouver un bon parti<sup>23</sup>, que comme moyen de faire entendre leurs voix et de rompre avec leur isolement.

---

développés. »

<sup>17</sup> Selon Anita Gurumurthy, « *La sphère des TIC se caractérise par la domination stratégique de puissantes entreprises et nations – monopoles bâtis sur le régime de la propriété intellectuelle -, par la surveillance accrue de l'Internet au détriment de son contenu démocratique et par l'exploitation des plus vulnérables par l'impérialisme capitaliste, le sexisme et le racisme.* » in GURUMURTHY Anita (ed.), *Gender in the Information Society: Emerging Issues*, UNDP (2006)

<sup>18</sup> LOKO Bernice, *Nic Et Croissance Economique*, Association pour le Développement des Activités Documentaires au Bénin (2008) - <http://www.adadb.bj.refer.org/spip.php?article29>

<sup>19</sup> Selon Fatimata Seye Sylla, membre fondateur de l'ISOC, membre fondateur de Osiris, membre fondateur du réseau Genre et Tic, Regentic, et membre de l'ICAN, « *les femmes, en tant que mères de famille, sont soucieuses de l'éducation de leurs enfants, soucieuses des informations qui circulent dehors, soucieuses des comportements, des rapports entre les gens, ce qui fait que quand elles produisent du contenu, elles en tiennent compte.* »

<sup>20</sup> Selon Good Magazine, 89% des sites X sont créés aux Etats-Unis - dont 260 par jour - et génèrent plus de 3 milliards de dollars de recettes annuelles - source : AgoraVox : <http://www.agoravox.fr/culture-loisirs/culture/article/porno-moteur-les-chiffres-25290>

<sup>21</sup> Selon Katy Cissé, Leopold Senghor, premier président de la république sénégalaise, considère « *la femme sénégalaise [...] inculte, dépendante, et dont l'éducation est gage de l'équilibre des hommes et des foyers* » - Cisse WONE Katy, *Idéologie socialiste et Féminisme d'Etat au Sénégal : de Senghor à Abdou Diouf*, 10e Assemblée Générale du CODESRIA, Kampala/Ouganda (décembre 2002) - [http://www.codesria.org/Archives/ga10/Abstracts%20GA%201-5/gender\\_Wone.htm](http://www.codesria.org/Archives/ga10/Abstracts%20GA%201-5/gender_Wone.htm)

<sup>22</sup> Fatimata Seye Sylla considère que, au Sénégal, l'Internet peut créer des « *opportunités de travail pour des gens qui peuvent travailler en ligne, en particulier les jeunes* ».

<sup>23</sup> GURUMURTHY Anita (ed.), *Gender in the Information Society: Emerging Issues*, UNDP (2006)

## Des frontières numériques sexuées

Dans le secteur des TIC, les frontières de genre peuvent donc être observées au niveau de l'accès à l'Internet et des capacités qui y sont liées : les femmes et les filles ont moins accès à l'éducation<sup>24</sup> par exemple, si bien qu'elles n'ont pas accès aux ordinateurs, ou les femmes sont en charge de l'éducation et de la prise en charge des enfants, si bien qu'elles n'ont pas le temps d'aller au cybercentre<sup>25</sup>, ou les femmes sont plus touchées par la pauvreté que les hommes<sup>26</sup> si bien qu'elles n'ont même pas accès à l'électricité.. Ces obstacles sont couramment observés par la communauté internationale qui essaient de les soulever en s'intéressant uniquement à la priorité de développer l'accès aux *tuyaux*, c'est-à-dire les infrastructures des télécommunications. Aussi, ces obstacles liés à l'accès et aux capacités sont ceux qui sont le plus souvent mis en lumière<sup>27</sup>.

Pourtant les frontières de genre de la Société de l'information ne se concentrent pas exclusivement sur ces deux points – connectivité et capacité –, mais concernent principalement les questions de contrôle et de contenu, comme observé par ENDA Tiers-Monde dans son étude sur la fracture numérique de genre en Afrique de l'Ouest en 2005<sup>28</sup>. En effet, les entreprises de

---

<sup>24</sup> Selon l'UNESCO, « sur les 21 pays où on estime les taux d'illettrisme adulte supérieurs à 50%, 13 sont situés en Afrique subsaharienne. Les femmes en constituent les deux-tiers » (*The long road to literacy in Africa*, 2002). Aussi, selon l'Onu, « 19 pays subsahariens connaissent des taux d'alphabétisation féminine inférieurs à 30% et moins de la moitié des filles âgées de 6 à 11 ans sont considérées comme ayant été à l'école » (*Africa Recovery*, Vol.11#4 - March 1998, page 11). Voir aussi *Global education digest 2008* - [http://www.uis.unesco.org/template/pdf/ged/2008/GED%202008\\_EN.pdf](http://www.uis.unesco.org/template/pdf/ged/2008/GED%202008_EN.pdf)

<sup>25</sup> Selon l'Internet World Stats, il n'existe pas de données régionales désagrégées par sexe concernant les utilisateurs africains d'Internet, mais le taux global d'accès à Internet en Afrique est estimé à 5.6% (Internet World Stats, 2008 - <http://www.internetworldstats.com/stats.htm>). Concernant le taux de pénétration de la téléphonie mobile, le magazine Africa Telcom News l'évalue en 2004 à 30.4% et estime qu'il progresse très rapidement ([http://www.africatelecomsnews.com/Factbook\\_form.html](http://www.africatelecomsnews.com/Factbook_form.html)). Selon une étude de 2004 de la Commission pour l'Afrique, le téléphone mobile semble « être un outil neutre en termes de genre » ([http://www.commissionforafrica.org/english/report/background/scott\\_et\\_al\\_background.pdf](http://www.commissionforafrica.org/english/report/background/scott_et_al_background.pdf)).

<sup>26</sup> Selon la Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique, « alors que le nombre de personnes vivant dans la pauvreté a chuté dans toutes les régions développées du monde entre 1990 et 2000, ce chiffre a augmenté en Afrique, atteignant plus de 82 millions. Les Africaines constituent la majorité des pauvres, tant en milieu urbain que rural (plus de 70% dans certains pays » (7<sup>e</sup> conférence régionale africaine des femmes Beijing + 10) - revue décennale de l'implantation de la plateforme pour action de Pékin : Outcome and the Way Forward, Addis Ababa (12-14 October 2004) - <http://www.uneca.org/acgs/OutcomeBeijing.pdf>

<sup>27</sup> Par exemple, le CRDI estime cet obstacle d'accès et de capacités comme une priorité : RATHGEBER, EVA, ADERA EDITH, *L'inégalité des sexes et la révolution de l'information en Afrique*, CRDI (2002) - [http://web.idrc.ca/ev\\_fr.php?ID=9409\\_201&ID2=DO\\_TOPIC](http://web.idrc.ca/ev_fr.php?ID=9409_201&ID2=DO_TOPIC)

<sup>28</sup> Selon une recherche-action menée par l'ONG Enda en Afrique occidentale en 2005, la fracture numérique de genre peut se mesurer selon un indicateur synthétique qui s'articule sur quatre composantes principales : le contrôle, la pertinence des contenus, les capacités, la connectivité. Indicateur nommé « les 4C ». Il se dégage de cette étude que la situation est « sérieusement » préoccupante en matière de contrôle. Les opportunités des femmes représentent le tiers seulement de celles des hommes. Concernant les contenus et capacités, nous observons une inégalité de l'ordre d'un tiers. En terme de connectivité, c'est-à-dire d'accès physique et d'accessibilité sociale, les disparités sont réelles, mais moins importantes. Les femmes ne sont marginalisées « que » d'un dixième par rapport aux

telecommunication sont privées et leurs propriétaires sont des hommes<sup>29</sup>. La grande majorité des contenus (écrits, audio, video...) sont écrits par des hommes et surtout diffusés par des hommes<sup>30</sup>. La vente des corps de femmes sur le Web est manifestement accélérée, incontrôlée et impunie<sup>31</sup>.

Concrètement, ce sont des hommes, et en particulier des hommes blancs, qui programment, y compris dans le libre, et des femmes qui font appel à eux. Ce sont des hommes, aux niveaux local ou national, qui décident de l'installation d'un cybercentre dans tel quartier et des jeunes qui s'y précipitent<sup>32</sup>. Ce sont des hommes qui accélèrent le trafic des êtres humains, et en particulier des femmes, sur la toile. Selon Eric Weiser, ce sont des hommes qui bavardent aisément sur les forums, chats et autres blogs, alors que des femmes y sont présentes pour des astuces-beauté ou autres stratégies de séduction<sup>33</sup>, a contrario de tout témoignage de violences ou d'inégalités, à l'école, au travail...

## Une Société de l'information aveugle au genre

À ce point, nous sommes en mesure de nous demander en quoi l'institutionnalisation du genre, en cours au Sénégal<sup>34</sup>, impose une dialectique des *droits* (des femmes), inhibant celle de leurs *luttés*, c'est-à-dire les éloigne des sphères de pouvoir, et en quoi cette tendance se réplique dans la Société de l'information. Ce problème récurrent est ici particulièrement criant, notamment dans un contexte de transition qui fait du Sénégal un laboratoire d'expérimentation économique, mais aussi politique et social. De fait, par cette institutionnalisation, les femmes, en tant que *groupe social*, sont d'emblée placées

---

hommes sauf en matière de téléphonie mobile, où l'inégalité se fait en faveur des jeunes femmes scolarisées. *Fracture numérique de genre en Afrique francophone : une inquiétante réalité* - Réseau genre et TIC - Etudes et Recherches, n° 244 - Enda éditions, Dakar (2005) - <http://www.famafrique.org/regentic/indifract/fracturenumeriquedegenre.pdf>

<sup>29</sup> Il n'existe pas d'études concernant les actionnaires des entreprises de télécommunications, mais si nous examinons le nom des propriétaires de ces entreprises en Afrique, comme ailleurs, nous pouvons voir que le directeur est un homme.

<sup>30</sup> Selon l'analyse de Pierre Bourdieu sur le contrôle exercé par le secteur de l'information sur la société, de nombreuses études ont démontré une tendance inégale en matière de genre dans les médias, parmi lesquelles *Gender and Media Baseline Study (GMBS) menée en septembre 2002* par l'organisation sud-africaine GenderLinks - [http://www.genderlinks.org.za/page.php?p\\_id=236](http://www.genderlinks.org.za/page.php?p_id=236)

<sup>31</sup> POULIN Richard, *Le marché mondial du sexe au temps de la vénalité triomphante - L'essor du système proxénète dû à la mondialisation*, Sisyph (2004) - [http://sisyphe.org/article.php?id\\_article=908](http://sisyphe.org/article.php?id_article=908)

<sup>32</sup> Plus généralement, selon Nancy Hafkin, experte de l'utilisation des TIC pour le réseautage des femmes en Afrique, "*les experts en genre des gouvernements ne connaissent pas le vocabulaire qui pourrait les aider à préparer des documents de politiques sur genre et TIC*". HAFKIN Nancy and TAGGART Nancy, *Gender, Information Technology and Developing Countries*, AED LearnLink (2001)

<sup>33</sup> WEISER Eric B., *Gender Differences in Internet Use Patterns and Internet Application Preferences: A Two-Sample Comparison*, *CyberPsychology & Behavior* (April 2000)

<sup>34</sup> Ministère de la Famille, de la femme et du développement social, *SNEEG 2015* - [http://www.sengendre-ucad.org/strategie\\_nationale.pdf](http://www.sengendre-ucad.org/strategie_nationale.pdf)

au rang de victimes, ayant besoin d'assistance, parce que plus affectées par la pauvreté par exemple, plutôt que d'être acteurs de changement ou porteurs de questions, comme le pourquoi de l'inflation de cette pauvreté en pleine crise économique internationale.

Ce *séparatisme* hommes/femmes est d'autant plus accentué dans la Société de l'information, que toutes les attentions, qu'elles soient institutionnelles avec la lutte contre la *fracture numérique de genre* ou de la part d'ONG avec le plaidoyer politique contre les discriminations de genre dans les TIC (sous le vocable de *Genre et TIC*) convergent vers la *tolérance* d'une identité de femmes qui seraient acculées à l'urgence, aux problèmes quotidiens, à la survie, le tout à un niveau de proximité plutôt que global, reléguant par là-même les TIC au rang de simples *outils*, servant éventuellement à atténuer les différences sociales. De plus, le mode *accélééré* qu'impose désormais cette Société de l'information<sup>35</sup> entraîne un durcissement des situations d'urgence et donc un resserrement de l'étau dans lequel les femmes sont cantonnées. Nous pouvons donc dire que la Société de l'information en tant que *système*, génère une fracture numérique de genre, des inégalités de genre dans les TIC, et les alimente. Aussi, lutter contre ces deux segments, la fracture numérique de genre et/ou les inégalités de genre des TIC, revient à poser un cathéter sur une jambe de bois. C'est prendre le problème par ses symptômes plutôt que par ses causes. Inverser la tendance permettrait de mesurer en quoi de nouvelles relations *coloniales* de dépendance se sont instaurées – les *possédants* et dirigeants de la Société de l'information se trouvant très majoritairement au Nord –, et de voir comment ce mode volontairement *accélérateur*, visant des résultats à court-terme, comme la spéculation financière par exemple, augmente le nombre de facteurs d'urgence et donc éloigne les femmes, et notamment les Africaines du *pouvoir penser*, de l'esprit critique. Plus simplement, il s'agit de se demander si nous n'assistons pas à une nouvelle forme d'*asservissement non conscient, invisible et latent* des femmes.

Aussi, il est temps de se demander en quoi les organisations dédiées aux questions de genre et TIC posent les termes d'un débat sur la situation néo-coloniale, voire post-coloniale<sup>36</sup> en Afrique, et plus particulièrement au Sénégal, où les initiatives sont plus nombreuses que dans les pays voisins.

## *Réinterroger le politique et le genre*

A ce stade, il s'agit, au-delà des analyses *classiques* de genre des sociétés, des mouvements, et des éventuels changements, d'investir le champ de la confrontation de ce concept de genre à des idéologies

---

<sup>35</sup> Accélération de toutes les transactions, financières, commerciales, mais aussi corporelles.

<sup>36</sup> Voir notamment à ce propos, McFADDEN Patricia, *Becoming Postcolonial: African Women Changing the Meaning of Citizenship, Meridians: feminism, race, transnationalism* - Volume 6, Number 1, 2005, pp. 1-18

véhiculées dans les sociétés dans lesquelles il s'exprime, et notamment la Société de l'information. Nous explorons une visée transversale, en croisant des sphères, publiques et privées certes, mais aussi politique, économique et informationnelle. Cette triangulaire (politique, économie, information) forme un tout, construit, qui ne s'exprime pas par la voie idéologique, c'est-à-dire des idées, d'une quelconque philosophie des connaissances, alors qu'elle en est le véhicule, ce qui mérite en tant que telle, que nous nous intéressions à cette triangulaire et surtout que nous la confrontions avec le concept de genre. Les résultats peuvent alors dévoiler tant des vacuums, espaces négligés à remplir, à réfléchir, à conceptualiser, que des analyses et pratiques non affectées à ce nouveau triptyque, mais existantes. Le simple fait de les *ancrer* dans cette tri-polarité, induite par la triangulaire précitée, détache de la bipolarité homme/femme ou public/privé, sans pour autant les occulter d'aucune façon, ce qui permet de s'inscrire dans une nouvelle logique d'analyse des luttes.

A ce titre, le Sénégal, comme nous l'avons vu plus haut, présente un terrain privilégié d'investigation tant par les initiatives existantes, institutionnelles ou militantes, que par leurs effets notamment sur les obstacles à surmonter ou plus généralement sur la perception, voire la conception d'un *nouveau paradigme de développement*. En quoi ces initiatives développent-elles une réflexion au service de l'étude globale des inégalités de genre ? En quoi assurent-elles une *autonomisation* des femmes et de leurs organisations ? En quoi participent-elles de l'*émancipation numérique* des organisations de femmes et féministes ? En quoi et comment investissent-elles une nouvelle lecture du développement, incluant l'égalité de genre, sous le prisme des TIC ? Si les croisements n'existent pas, comment peuvent-ils être expliqués ?

Parallèlement, le Sénégal peut se caractériser par une relation au *politique* réduite à la politique politicienne. Tout ce qui a trait au politique serait par essence lié à l'exercice du pouvoir, comme ont pu en témoigner les participants d'un panel organisé par Enda Tiers-Monde, en janvier 2009 à Dakar, sur l'utilisation politique de l'Internet par les femmes. Cette situation est ancienne et remonte bien avant l'émergence de la Société de l'information. En effet, depuis les indépendances, les Africaines ont systématiquement joué un rôle important au sein des combats politiques et ont mené des opérations importantes, des grèves, des marches, ont réussi à destituer des présidents corrompus et despotes... Mais, comme dans toutes les anciennes colonies, elles ne sont reconnues que comme *animatrices* et n'ont jamais atteint, au Sénégal, le seuil de 25%, pourtant visé pour 1975, de représentation à l'Assemblée<sup>37</sup>.

---

<sup>37</sup> DIOUF Amadou, *Genre et développement : Quand les Premières dames font de la récupération*, Wal Fadji (Sénégal) (mars 2005) - [http://www.crdi.ca/pre/ev-71538-201-1-DO\\_TOPIC.html](http://www.crdi.ca/pre/ev-71538-201-1-DO_TOPIC.html)

Leurs luttes ne sont pas reflétées par la *hiérarchie du pouvoir*<sup>38</sup>. Le fonctionnement de l'Etat est fondamentalement sexué, univoque, et demande à être réinterrogé pour un plein exercice de la démocratie.

Au sein des partis, les militantes ne sont pas mieux loties. Elles sont *tolérées* tant qu'elles animent, mais restent très minoritaires au sein des bureaux politiques et sont rejetées voire exclues quand elles remettent en cause la ligne du parti. Fatou Sow de confirmer : « *Le fonctionnement de la vie politique est une reproduction du système patriarcal dont les acteurs sont constamment sollicités* ». Par les actes, les Sénégalaises démontrent les effets néfastes du Nepad<sup>39</sup> ou des PAS<sup>40</sup> sur l'éducation, la santé, la pauvreté, les politiques publiques, les inégalités sociales... et pourtant leur mobilisation, via les associations qu'elles créent, fait gagner leurs collègues masculins.

Et cette relation difficile au *politique* résonne à l'ère numérique, où nous pouvons constater une très faible conscience des *impacts politiques* des TIC.

## *Des enjeux de communication et d'information mal connus*

Le mouvement *Genre et TIC* est conceptualisé par de nombreux chercheurs<sup>41</sup>, mais reste à approfondir du point de vue de sa *politisation*<sup>42</sup>. En Afrique, il est mis en œuvre par des praticiens qui, hormis le réseau sénégalais Regentic<sup>43</sup>, s'intéressent davantage à l'entrée *outil* de ces technologies, au détriment de leurs aspects politiques. En effet, de nombreuses études ont vu le jour, des formations mises en œuvre, des plaidoyers étayés, davantage pour renforcer les portes d'entrée *accès et capacités* des femmes plutôt que *contrôle et contenus*. Les organisations dédiées au domaine Genre et TIC se focalisent davantage sur les tuyaux, logiciels, à l'évaluation de leur appropriation par des femmes, à des actions de

---

<sup>38</sup> Pour en savoir plus sur le rôle historique des Sénégalaises dans la révolution nationale : SOW Fatou, « *Les femmes, le sexe de l'État et les enjeux du politique : l'exemple de la régionalisation au Sénégal* », Clio, numéro 6/1997, Femmes d'Afrique (novembre 2006) - <http://clio.revues.org/document379.html>

<sup>39</sup> Accord de libre-échange africain.

<sup>40</sup> Plans d'ajustement structurels.

<sup>41</sup> Voir notamment à ce propos les recherches de ENDA-SYNFEV (*Fracture numérique de genre en Afrique francophone : une inquiétante réalité* - Réseau genre et TIC - Etudes et Recherches, n° 244 - Enda éditions, Dakar (2005) et MOTTIN Marie-Hélène et PALMIERI Joelle, *excision : les jeunes changent l'Afrique par les TIC*, ENDA éditions (mars 2009)) et de Anita GURUMURTHY, *Gender in the Information Society: Emerging Issues*, UNDP (2006) et *Gender and ICTs: Overview Report*, BRIDGE (2004) et Nancy HAFKIN (HFAKIN NANCY and TAGGART Nancy, *Gender, Information Technology and Developing Countries*, AED LearnLink (2001) et HAFKIN Nancy J. and SOPHIA Huyer (Eds.). *Cinderella or Cyberella?: Empowering Women in the Knowledge Society*. Bloomfield, CT: Kumarian Press, (2006))

<sup>42</sup> BAYART J.F., TOULABOR C., *Le politique par le bas: Contribution à une problématique de la démocratie en Afrique noire*, Paris: Karthala, pp. 148-256 (1991)

<sup>43</sup> Le réseau Regentic mérite une étude de ses pratiques et stratégies à part entière.

pressions politiques sur les gouvernements pour plus d'infrastructures, plutôt qu'à une réelle analyse de genre de la Société de l'information et aux stratégies à mettre en œuvre pour contrer les inégalités.

Cette approche ne s'intéresse pas à la réplique fidèle du modèle de division entre les sphères privée et publique qu'on retrouve inévitablement dans cet espace. Cet espace présente en effet des frontières de genre, comme une conséquence du *patriarcat*, base de toute division, sexuelle, économique, sociale, politique et culturelle, comme cela a été fait remarqué lors de la Conférence de Beijing en 1995<sup>44</sup>. En fait, dans le cyberspace, nous trouvons en toute première couche, à l'apex, les *banals* stéréotypes sexistes, à l'identique des médias traditionnels, comme l'a souligné Alex Corenthin, enseignant et chercheur, responsable de ISOC Senegal (Internet Society) actuellement coordonnateur d'un projet de recherche financé par le CRDI sur les TIC et la gouvernance, présent lors du panel organisé en janvier 2009 par Enda Tiers-Monde. Mais Leslie Reagan Shade va plus loin en affirmant que ce cyberspace incarne une parfaite réplique du modèle de division entre sphère privée et publique<sup>45</sup>.

Côté mouvements de femmes ou féministes, il semble qu'ils s'auto-excluent presque *instinctivement* en reconnaissant de fait au mieux leur manque de temps, de ressources financières, sinon leur inaptitude ou pire leur résignation. Selon Fatimata Si, présidente du Centre de lutte contre les violences faites aux femmes (CLVF), dont le siège est à Dakar, « *Internet est une question d'élite : les femmes intellectuelles, les femmes qui ont un certain un niveau de compréhension, des femmes membres d'associations qui ont déjà une certaine vision... [...] Et aujourd'hui, nous, partisans d'un autre monde qui soit possible, qui soit plus juste, qui soit plus radical, nous avons aussi à avoir nos propres stratégies, pour que ce combat que nous menons puisse être mené à travers l'information. Qu'on en fasse un outil, mais maintenant comment arriver à le faire? Les difficultés des associations aujourd'hui, qui ont un site Web, se concentrent toujours dans le domaine de tout ce qui est compliqué. Souvent même pour l'administration, la mise à jour du site Web, ça pose problème. Nous ne sommes pas au fait des NTIC, comme outil stratégique* ». Aussi, ce monde ne serait pas fait pour eux, « trop informatique », ce qui alimente l'argumentation patriarcale selon laquelle il existerait une différence biologique entre féminin et masculin, les femmes n'étant pas très portées sur les sciences mais plutôt sur la gestion de la vie quotidienne...

## Des usages *marketing* de l'Internet

Pour les mouvements les plus conscientisés, ils s'arrêtent aux frontières de l'accès et des capacités, sans prendre le temps d'en établir la réalité ou de mettre en œuvre des stratégies de

---

<sup>44</sup> Rapport de la quatrième conférence mondiale sur les femmes - Beijing, 4-15 septembre 1995, UN (1996)

<sup>45</sup> SHADE Leslie Reagan, *Gender & Community in the Social Construction of the Internet*, New York: Peter Lang, (2002)

contournement. Par exemple, quand les organisations de femmes ou féministes sénégalaises sont interrogées sur l'audience de leur site Web (quand elles en ont un), nous voyons qu'elles ne s'intéressent pas à ce qui est le plus lu, et donc qu'elles ne s'intéressent pas à leur *lectorat* ou *audience*, c'est-à-dire leur cible. Autant elles peuvent s'adapter aux priorités d'un bailleur, dans leurs demandes de financement notamment, autant elles ne se soucient pas de qui lit ou ne lit pas les contenus qu'elles mettent en ligne. Quant à leur *catégorisation* ou *prismes d'intérêt*, elles ne s'en préoccupent pas. Ce constat rejoint l'idée que le site Web ne répond pas aux besoins de supposés lecteurs mais plutôt à ceux de l'organisation elle-même : les organisations *publient pour elles-mêmes*. Nous observons une notion de *sens unique* et de non-identification précise des *cibles*. Par ailleurs, en ne connaissant pas les pics de fréquentation du site, les répondants confirment qu'ils n'ont pas plus de notion d'*usages* des internautes et de *création de ces usages*.

Pour les répondants qui voient concrètement la relation entre l'existence du site Web et la recherche de sources de financement, nous restons dans le registre du *marketing*. Le site sert majoritairement à *vendre* l'organisation. Pour ceux qui constatent que le site ne *rapporte* rien, il n'y a pas d'imaginaire de comment cette situation pourrait changer. De fait, nous observons une *dichotomie occulte* entre *bénéficiaires des actions* des organisations et *bénéficiaires des informations* que ces mêmes organisations veulent diffuser. Ces formes d'imperméabilité nuiraient à la transparence des actions des organisations dans leur ensemble et à leur bonne conduite au quotidien.

Par ailleurs, les mêmes organisations sénégalaises ont une relation aux médias, presque univoque : « depuis l'alternance, il y a eu un grand boum. Il y a énormément de stations de radios et de supports de presse écrite, qui diffusent des informations politiques, économiques et culturelles ». Et ces « nouveaux » médias privés, semblent représenter les seuls canaux de diffusion d'informations. Si bien qu'il n'y a pas non plus d'imaginaire de création de son propre média. Au mieux, l'Internet est considéré comme un média comme un autre, certes *nouveau*, mais sans plus. Si bien que la diffusion d'informations passe *de facto* par intermédiaire interposé. Elle est sous-traitée. La nouvelle *gestion de l'information* que les TIC imposent n'est donc pas considérée comme un facteur d'aggravation des inégalités de genre. Elle ne fait que les reproduire sans entraves.

Au final, les organisations et les mouvements de femmes et féministes utilisent les TIC comme des *vitrines*, rendant compte de leurs activités, éventuellement des listes de diffusion ou des SMS pour communiquer plus large, mais sans réelle stratégie affichée<sup>46</sup>. En fait, la question qui devrait se poser est moins « à quoi les TIC pourraient servir » que « qu'est-ce que les TIC apportent de nouveau, changent, et politisent »<sup>47</sup>, et en particulier en termes de genre. Autrement dit, il s'agit de mesurer en quoi des Sénégalaises, en

---

<sup>46</sup> A nuancer selon les expériences.

<sup>47</sup> MOTTIN Marie-Hélène et PALMIERI Joelle, *excision : les jeunes changent l'Afrique par les TIC*, ENDA editions (March 2009)

utilisant des techniques, s'abstraient ou non du contexte politique, et pourquoi – comme c'est le cas dans la *vie réelle*, le domaine du pouvoir révélant une réelle *aversion* liée à une histoire politique décidément très *politicienne*<sup>48</sup>.

## Une communication classique

En ne retenant qu'une vision *marketing* de l'Internet, un *outil* de plus pour *se vendre*, les organisations de femmes, ne dépassent pas une approche *classique* de la communication qui s'intéresse davantage à l'aspect *réclame* ou *communication politique*. En aucun cas, il n'existe d'approche, voir de connaissance, d'une communication *d'utilité publique*, vue comme un *bien commun*, appartenant aux populations. Il n'y a pas encore en Afrique de notion de *communication populaire* ou de *communication citoyenne*, au service des changement et justice sociaux<sup>49</sup>.

La tendance est lourde de faire l'impasse sur la nécessité de l'inclusion de l'aspect stratégique de l'utilisation des TIC. Aussi il semble intéressant d'interroger la nécessité, voire l'urgence, d'analyser en quoi cette autre approche – stratégique – et sa mise en pratique sont incontournables pour signifier la rupture entre *espace privé* et *espace public*, passage obligé afin de discuter la domination masculine et de caractériser ses manifestations et leurs différences en Afrique et au *Nord*. En effet, comprise dans son sens étymologique du latin « *communicare* » qui signifie « *mettre en commun* », la communication s'est toujours située à la lisière du privé et du public. Aussi les femmes, et leurs organisations, comme la communication, devraient jouer un rôle similaire. Elles pourraient mettre en commun des informations qui servent à la gestion de la vie quotidienne, au niveau global.

## Le paradoxe des financements

Dans la foulée de l'interrogation des différentes facettes de la Société de l'information, et des relations que les organisations de femmes ou féministes entretiennent avec elle, il paraît légitime de s'interroger sur comment et pourquoi des projets allant dans le sens de l'autonomisation de femmes, auraient essayé de répondre au mieux aux attentes transparaissant dans les appels à projets des bailleurs de fonds institutionnels ou privés, très majoritairement implantés au *Nord*.

A chaque fois que nous avons pu observer le rôle des bailleurs de fonds dans un projet portant sur le genre, nous nous sommes demandé en quoi et pourquoi ceux qui répondent à leurs appels à

---

<sup>48</sup> SARR Fatou, *L'entrepreneuriat féminin au Sénégal. Les transformations des rapports de pouvoirs*, Edts L'Harmattan, 301 p. (1998)

<sup>49</sup> Voir à ce propos les expériences menées depuis plus de vingt ans en Amérique latine - <http://www.movimientos.org/>.

projets essaient de coller au mieux à leurs attentes. Selon Fatoumata Seye Sylla, le jeu est clair : « *Les bailleurs de fonds ne financent pas l'idée de quelqu'un. Pour être financé, il faut voir ce qu'ils veulent ! En général si votre programme s'insère dans leur agenda ou leur programme, ils vous appuient* ». La question qui vient tout de suite après est alors de savoir si ces initiatives correspondent davantage à un besoin de la société civile ou à celui du bailleur. Pour certains projets, nous pouvons nous demander en quoi ces financements ne représentent pas, à faible coût, un moyen d'ingérence et de renseignement sur les principaux enjeux sociopolitiques locaux.

Paradoxalement, sans eux, les projets ne pourraient voir le jour. Nous émettons donc l'hypothèse que pour garder une vision politique de l'usage des TIC dans la lutte contre les inégalités hommes/femmes, il est nécessaire de fouiller un point d'équilibre entre offre et demande budgétaire, entre autonomie et dépendance, entre besoins du Sud et besoins du Nord. Autrement dit, les organisations locales, qui, pour leur grande majorité, expriment un besoin de visibilité, et dans une moindre mesure, la nécessité d'échanger avec des homologues, rencontrent-elles les intérêts des bailleurs qui essaient d'ancrer leur propre vision du développement ? Si oui, où se posent les points d'intersection ? Sont-ils profitables ou contre-productifs, pour les uns comme pour les autres, et à quelle hauteur ? Ces points ne représentent-ils pas à long terme des zones de flou, des éléments épars d'un puzzle qui ne peut plus se recomposer ? Comment éviter la *dislocation* de l'ensemble ? Comment faire converger les intérêts ? Comment faire confluer les stratégies des différents acteurs ?

Dans le prolongement de ces questions, il est important d'examiner si les initiatives font face ou non à un front *idéologique*, qui consisterait à considérer les bénéficiaires comme des *personnes à civiliser*, des espèces de *barbares modernes*, des *victimes à protéger*, à *sauver* ou à *éduquer*, et en aucun cas des acteurs pensants de leur temps et de leur environnement. Cette sur-protection et cette victimisation aiguïserait donc des cloisonnements bien établis, entre le *Nord*, là où se concentrent les bailleurs, et le *Sud*, mais aussi entre les différents acteurs d'un même lieu ou domaine d'intervention, protagonistes, bailleurs de fonds, bénéficiaires. Cette hiérarchisation des acteurs ne peut alors se conjuguer avec une transparence, ce qui nuit à toute vision démocratique.

Elle instaure également, comme le plus souvent dans le mouvement *Genre et TIC*, une vision *universaliste* de la Société de l'information, comme si les questions culturelles, générationnelles, sociales, étaient universelles, non spécifiques et donc adressées de façon uniforme, et par le haut.

## *Prémices d'usages Internet pouvant avoir des impacts politiques*

Il semble aujourd'hui que des groupes de femmes en lutte ou des acteurs investis dans l'égalité de

genre, s'intéressent prioritairement à démystifier les questions d'accès et de capacités, qui restent des leurres, des arbres qui cachent la forêt de l'essentiel : celui des contenus et du contrôle. Cependant, afin d'injecter du politique dans les usages de l'Internet, c'est-à-dire, dans le contexte sénégalais, des analyses et pratiques visant la transformation sociale en dehors des jeux de pouvoirs des partis politiques, certains acteurs s'attachent davantage aujourd'hui à innover, à créer des canaux et modes d'expression, qui font émerger les rapports sociaux de sexe.

Le seul exemple du projet de recherche mené par Enda Tiers-Monde, à la demande du CRDI, visant l'abandon de l'excision par l'utilisation citoyenne des TIC par les jeunes, a créé dans son énoncé-même, puis dans sa mise en œuvre, les termes d'une nouvelle définition d'un paradigme de développement<sup>50</sup>. D'autres initiatives développent de nouvelles pratiques, notamment ne pas attendre que l'autre parle de soi, prendre les devants. C'est le cas du groupe de rap féminin sénégalais Alif (Attaque Libératoire pour l'Infanterie Féministe), qui entend développer un mouvement régional, notamment par le biais de l'utilisation des réseaux sociaux, dont MySpace.

C'est aussi la tendance observée auprès de nombreuses organisations de femmes en termes de relations avec les médias, nouvellement libéralisés, qui consiste à entreprendre une action offensive et concertée, voire une formation des journalistes qui « *ne connaissent rien et ne comprennent rien aux questions de violences et aux relations de genre* »<sup>51</sup>.

## *Conclusion*

Le Sénégal présente-il un terrain d'innovation sociale, économique et politique en matière d'inégalités de genre et Nord/Sud ? En termes de TIC, échappe-t-il aux tendances à la mystification des besoins des utilisateurs et acteurs, à la difficile mobilisation des organisations de femmes sur la question de la conscientisation des impacts de l'information et la communication sur leurs vies, à la tendance à la consommation plutôt qu'à la production, à la course à l'accès et aux ressources financières, etc. ?

Les initiatives visant la prise de parole des femmes, l'utilisation des logiciels libres et la transmission à d'autres publics, en particulier les jeunes, pour ne citer que ces exemples, procèdent-elles d'un engagement plus large, ouvert, militant, innovant, politique, de transformation sociale et de démocratisation ?

En première lecture, il semble que non, immobilisées que sont les organisations de femmes, féministes ou travaillant sur le genre, entre *gestion de l'urgence* (lutte contre la pauvreté, l'illettrisme, pour

---

<sup>50</sup> MOTTIN Marie-Hélène et PALMIERI Joelle, *excision : les jeunes changent l'Afrique par les TIC*, ENDA éditions (mars 2009)

<sup>51</sup> CLVF.

une vie décente, contre les violences...), méconnaissance des enjeux de la société dans laquelle elles vivent, cloisonnement/isolément et poids des traditions et pressions religieuses<sup>52</sup>. Même si une approche volontariste existe, sans doute liée tant à l'institutionnalisation du genre que des TIC, des zones de flou demeurent qui semblent garder lesdites organisations en situation de demande, plutôt que de force de proposition, alors qu'elles expriment tout le contraire en dehors de la sphère cybernétique.

De fait, il s'agit désormais de mesurer plus profondément au Sénégal si les *actions* de communication des organisations de lutte pour l'égalité hommes/femmes se situent, ou non, au cœur d'une démarche innovante oeuvrant contre des systèmes de domination, masculine et Nord/Sud, à caractériser à l'heure de la Société de l'information. Considérant que les infrastructures comme les outils des TIC, et maintenant leur utilisation subversive, sont majoritairement créées au Nord, et leur « pénétration »<sup>53</sup> au Sud, prescrites par les organisations internationales et les entreprises privées au Nord, il s'agit également de considérer en quoi ces initiatives convergent ou non vers un nouveau paradigme citoyen, croisant genre, citoyenneté, Société de l'information, et relations Nord/Sud. De plus, prenant en compte les récentes expériences de Sénégalais qui utilisent les TIC pour lutter contre la domination Nord/Sud ou pour créer de nouveaux espaces d'expression<sup>54</sup>, il s'agit d'évaluer si celles-ci incluent une approche interrogeant des pratiques « féminines » et intégrant des réflexions sur le genre.

En l'état, nous pouvons dire que le terrain est complètement *vierge*.

## *Eléments bibliographiques*

*Bamako 2002 : Placer le genre au centre du Sommet Mondial sur la Société de l'Information*, Caucus sur le Genre, Conférence Préparatoire Régionale Africaine Du Sommet Mondial sur la Société de l'Information (2002)

BAYART J.F., TOULABOR C., *Le politique par le bas: Contribution à une problématique de la démocratie en Afrique noire*, Paris: Karthala, pp. 148-256 (1991)

CASTILLO Jasen, TELLIS Ashley J., LOWELL Julia, CENTER Arroyo, Rand Corporation, MUNOZ Jorge, ZYCHER Benjamin, *Military expenditures and economic growth*, Edts Rand (2001), 116 p.

CHÉNEAU-LOQUAY Annie, *Quelle insertion de l'Afrique dans les réseaux mondiaux ? Une approche*

---

<sup>52</sup> A ce propos, la sociologue sénégalaise Fatou Sow affirme : « une bonne part des discours culturels et religieux contemporains sont des discours d'empêchement et d'enfermement des femmes, de leur soumission à un ordre culturel et religieux qu'aucun homme ne s'impose. Les droits de la femme sont perçus comme anticulturels et antireligieux ». SOW Fatou, « Les femmes, le sexe de l'État et les enjeux du politique : l'exemple de la régionalisation au Sénégal », *Clio*, numéro 6/1997, Femmes d'Afrique (14 novembre 2006) - <http://clio.revues.org/document379.html>.

<sup>53</sup> Terme utilisé par les organisations en charge du développement structurel des réseaux de télécommunications.

<sup>54</sup> Voir notamment les initiatives de l'association sénégalaise Gaw Lab - <http://gawlab.net/blog/>.

*géographique*, (1999)

CISSE WONE KATY, *Idéologie socialiste et Féminisme d'Etat au Sénégal : de Senghor à Abdou Dionf*, 10e Assemblée Générale du CODESRIA, Kampala/Ouganda (décembre 2002)

*Citoyennes africaines de la société de l'information : manuel d'urgence à l'intention des décideurs*, Réseau Genre et TIC, ENDA, Dakar (2004)

CURIEN Nicolas, MUET Pierre-Alain, *La société de l'information*, La Documentation française, Paris (2004), 310 p.

DIOUF Amadou, *Genre et développement : Quand les Premières dames font de la récupération*, Wal Fadjri (Sénégal) (mars 2005)

*Fracture numérique de genre en Afrique francophone : une inquiétante réalité* - Réseau genre et TIC - Etudes et Recherches, n° 244 - Enda éditions, Dakar (2005)

GURUMURTHY Anita (ed.), *Gender in the Information Society: Emerging Issues*, UNDP (2006)

GURUMURTHY Anita, *Gender and ICTs: Overview Report*, BRIDGE (2004)

HAFKIN Nancy and TAGGART Nancy, *Gender, Information Technology and Developing Countries*, AED LearnLink (2001)

HAFKIN Nancy J. and SOPHIA Huyer (Eds.). *Cinderella or Cyberella?: Empowering Women in the Knowledge Society*. Bloomfield, CT: Kumarian Press, (2006)

HARALANOVA Christina et PALMIERI Joelle, *Strategic ICT for Empowerment of women*, WITT *Training Toolkit*, Women Information Technology Transfer, Bulgarie/Pays-Bas, (fév. 2008)

HARCOURT Wendy (Ed.), *Women@Internet: Creating New Cultures in Cyberspace*, London: Zed Books (1999)

HAWTHORNE Susan & Klein, Renate. (Eds.), *CyberFeminism: Connectivity, Critique and Creativity*. North Melbourne, Australia: Spinifex Press (1999)

LE CROSNIER Hervé, *Leçons d'émancipation : l'exemple du mouvement des logiciels libres*, Attac (2009) - <http://www.france.attac.org/spip.php?article9864>

LEON Irene, *Género en la revolución comunicacional*, ALAI, América Latina en Movimiento (2005) - <http://alainet.org/active/19633&lang=es>

LOKO Bernice, *Ntic Et Croissance Economique*, Association pour le Développement des Activités Documentaires au Bénin (2008)

McFADDEN Patricia, *Becoming Postcolonial: African Women Changing the Meaning of Citizenship*, *Meridians: feminism, race, transnationalism* - Volume 6, Number 1, 2005, pp. 1-18

MERCKLE Pierre, *Sociologie des réseaux sociaux*, La Découverte, coll. "Repères" (2004)

MOTTIN Marie-Hélène et PALMIERI Joelle, *excision : les jeunes changent l'Afrique par les TIC*,

ENDA editions (Mars 2009)

NATHAN Tobie, *L'ethnopsychiatrie, une morale de l'incertitude*, Notre Librairie. Revue des littératures du Sud. N°157. Littérature et développement (janvier - mars 2005)

NEVEU Eric, *Une Société de communication*, Edts Montchrestien, Clefs, Sciences Humaines (2006)

NTAMBUE Raphaël Tshimbulu, *L'Internet, son Web et son E-mail en Afrique : approche critique*, éditions L'Harmattan (2001)

OSSAMA François, *Les nouvelles technologies de l'information. Enjeux pour l'Afrique subsaharienne*, éditions L'Harmattan (2001)

PALMIERI Joelle, *Tics, genre : même combat !*, Les Pénélopes (2004) - [http://www.penelopes.org/xarticle.php?id\\_article=5364](http://www.penelopes.org/xarticle.php?id_article=5364)

PLANT Sadie, *Feminisations: Reflections on Women and Virtual Reality*, in Lynn Hershman Leeson, Ed. *Clicking In*, Bay Press, (1996), p. 37.

POULIN Richard, *Le marché mondial du sexe au temps de la vénalité triomphante - L'essor du système proxénète dû à la mondialisation*, Sisyphe (2004) - [http://sisyphe.org/article.php?id\\_article=908](http://sisyphe.org/article.php?id_article=908)

PRIMO Natasha, *Gender issues in the Information Society*, UNESCO (2003)

RATHGEBER, EVA, ADERA EDITH, *L'inégalité des sexes et la révolution de l'information en Afrique*, CRDI (2002)

REAGAN Shade Leslie, *Gender & Community in the Social Construction of the Internet*, New York: Peter Lang, (2002)

SARR Fatou, *L'entrepreneuriat féminin au Sénégal. Les transformations des rapports de pouvoirs*, Edts L'Harmattan, 301 p. (1998)

SCHILLER Dan, *Digital Capitalism: Networking the Global Market System*, The MIT Press (1999)

SHADE Leslie Reagan, *Gender & Community in the Social Construction of the Internet*, New York: Peter Lang, (2002)

SOW Fatou, « *Les femmes, le sexe de l'État et les enjeux du politique : l'exemple de la régionalisation au Sénégal* », Clio, numéro 6/1997, Femmes d'Afrique (novembre 2006)

SOW Fatou, « *Les femmes, le sexe de l'État et les enjeux du politique : l'exemple de la régionalisation au Sénégal* », Clio, numéro 6/1997, Femmes d'Afrique (14 novembre 2006)

WEISER Eric B., *Gender Differences in Internet Use Patterns and Internet Application Preferences: A Two-Sample Comparison*, CyberPsychology & Behavior (2000)